



Dialogue de haut niveau organisé par la CODA

## SUR L'AFRIQUE DE L'OUEST: SURMONTER LE DÉFI LIÉ À LA CONSOLIDATION DE LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE

### NOTE CONCEPTUELLE

Bibliothèque présidentielle Olusegun Obasanjo (OOPL)  
Abeokuta, État d'Ogun, Nigeria

28 – 29 mars 2022

#### I Introduction

Dans le contexte de l'entrée par l'Afrique au cours des années 1990 dans ce qui fut décrit par les experts comme la troisième vague de démocratisation, l'Afrique de l'ouest s'imposa très rapidement comme l'un des théâtres d'opération les plus prometteurs et les plus passionnants du pluralisme électoral et de la réforme de gouvernance sur le continent. Face au discrédit du parti unique et du régime militaire, la sous-région a connu l'effervescence du pluralisme électoral qui a rapidement changé sa réputation - du moins pendant une certaine période - lui faisant passer d'une région marquée par des vagues de coups d'État qu'elle était à un modèle florissant de transitions démocratiques sous-tendues par la tenue de vibrantes élections multipartites. Cependant, récemment, les progrès apparents enregistrés en Afrique de l'ouest en matière de promotion de la transition de régimes autoritaristes vers des formes électorales de gouvernance ont été mis à rude épreuve, et dans de nombreux cas, sont sur le point d'être annihilés. Cette évolution a suscité des préoccupations quant à l'avenir de la gouvernance démocratique dans la sous-région. Ces préoccupations, suscitent en retour, la question de savoir dans quelle mesure les modèles de démocratisation adoptés par les pays africains en général sont adaptés aux exigences du contexte et de l'histoire et sont pertinentes pour l'urgente nécessité de réaliser la transformation structurelle du continent tant attendue. Ces questions sont au cœur d'un dialogue politique de haut niveau axé sur la sous-région d'Afrique de l'ouest.

## **Afrique de l'ouest: retour à la politique multipartite**

À l'image des autres régions du continent africain, les pays d'Afrique de l'ouest ont acquis l'autonomie nationale sur la base de régimes électoraux multipartites. Cependant, peu de temps après, ces régimes multipartites ont été confrontés à une multitude de défis et ont rapidement fait le lit à des régimes de parti unique et des régimes militaires. L'ordre politique autoritariste qui a prévalu dans la sous-région entre les années 1960 et 1990 peut être justifié par des motifs de consolidation de l'unité et de la stabilité nationales et d'accélération du développement socio-économique, entre autres. Toutefois, en réalité, face à une succession de coups d'État militaires devenus la norme, l'instabilité et la violence sont presque devenues la caractéristique fondamentale de l'Afrique de l'ouest. La sous-région avait rompu avec sa réputation douteuse d'instabilité et d'autoritarisme chroniques à partir du début des années 1990 afin d'amorcer une nouvelle ère d'élections politiques multipartites. La transition vers le pluralisme politique devait s'étendre rapidement à la sous-région pour qu'à la fin des années 1990, la plupart de pays soient régis par un gouvernement élu.

Au cours des premières années de renaissance du pluralisme politique et des élections multipartites en Afrique de l'ouest, des gains significatifs avaient été enregistrés avec l'espoir que la sous-région allait tourner la page et commencer à consolider un régime de gouvernance démocratique. En plus de l'ouverture de l'espace politique en vue de la prise en considération du multipartisme et de la promotion de la vie associative de la société civile, il s'imposait également la nécessité de réorganiser les constitutions afin de garantir l'État de droit et la liberté de mouvement, d'association et d'expression des citoyens. Les réformes des médias adoptées débouchèrent sur la revitalisation, la pluralisation et l'expansion du secteur offrant un grand choix aux citoyens en termes de sources d'informations, ce même alors que l'impact de l'ère numérique à l'échelle mondiale créait diverses plateformes de réseaux sociaux d'actions. Les partis et les figures d'opposition pouvaient ainsi s'organiser publiquement, et dans de nombreux pays, ils avaient même pu accéder au pouvoir. L'alternance entre les partis au pouvoir et les partis d'opposition qui était devenue la règle dans de nombreux pays fut également introduite dans l'adoption des limites du mandat constitutionnel pour les personnes élues à de hautes fonctions.

Par ailleurs, face à la réglementation des élections comme partie intégrale de la culture et du calendrier politiques de la plupart de pays, certains organismes chargés de la gestion des élections en Afrique de l'ouest avaient renforcé leurs capacités techniques et réputation professionnelle. En effet, quelques organismes chargés de la gestion du processus électoral étaient même devenus des porte-flambeaux de l'autonomie opérationnelle et de l'innovation technologique, ce qui leur avait valu le respect et l'intérêt des autres. La satisfaction des électeurs quant à l'intégrité totale des élections avait également semblé être à la hausse en dépit des imperfections du régime et du processus électoral. Au-delà des efforts de consolidation d'une politique démocratique à l'échelle nationale, les États membres de la Communauté des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) avaient adopté le Protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance en 2001 qui s'oppose à tout changement anticonstitutionnel de gouvernement en Afrique de l'ouest. De plus, le Protocole prévoyait la limitation des mandats, ce qui suggère l'émergence graduelle d'une norme partagée entre les pays de l'Afrique de l'ouest en faveur de la gouvernance démocratique.

## **Mécontentements suscités par le pluralisme politique**

L'enthousiasme initial avec lequel les transitions vers le pluralisme politique en Afrique de l'ouest avaient été accueillies avait été conforté par quelques premiers succès enregistrés dans l'exécution des réformes politiques et l'organisation des élections. Cependant, à mesure que les élections étaient systématiquement organisées, des questions commencèrent à se multiplier sur la capacité du gouvernement élu à aller au-delà de la facilitation des élections politiques et garantir réellement le bien-être des citoyens de manière significative et réaliser les objectifs de développement.

Étant donné que la transition d'une ère caractérisée par le monopole politique et l'autoritarisme vers une nouvelle ère marquée par le pluralisme politique et l'ordre constitutionnel s'était déroulée dans un contexte ancré dans une crise économique prolongée qui induisait d'énormes coûts sociaux et affectait considérablement le bien-être des populations qui s'attendaient réellement à ce que le retour au régime politique démocratique ouvre également des perspectives d'une renaissance socioéconomique. Cependant, la réalisation d'une croissance économique constante et durable s'est avéré être plus hors d'atteinte qu'on l'aurait pensé. La pauvreté et les inégalités ont persisté et se sont même aggravées.

Les conditions socioéconomiques difficiles dans lesquelles les pays de l'Afrique de l'ouest se sont efforcés de promouvoir les réformes de gouvernance démocratique se sont traduites par une lassitude croissante à l'égard du processus électoral qui semblait incapable de réaliser des dividendes sociaux et économiques. Tout ceci a eu pour conséquence le recul de la participation du corps électoral, surtout chez les jeunes, traduisant ainsi un degré alarmant d'apathie. La pauvreté et l'insécurité généralisées qui se sont envenimées ont servi de terreau fertile à un climat d'insécurité généralisé engendré par l'émergence de divers groupes rebelles et criminels organisés. Le problème d'insécurité qui, dans la plupart des pays, a débuté comme un défi d'envergure nationale, a revêtu un caractère transnational dans la zone sahélienne de l'Afrique de l'ouest, représentant une autre source de pression exercée sur la gouvernance démocratique dans la sous-région. En effet, les problèmes liés à l'insécurité, la pauvreté, les inégalités et le chômage se sont solidairement renforcés pour devenir le talon d'Achille des gouvernements élus en Afrique de l'ouest, érodant ainsi la légitimité et suscitant divers sentiments anti-démocratiques.

Et comme si les défis existants liés à la réalisation du dividende démocratique et à la sécurisation de leurs pays et citoyens ne suffisaient pas, le début de la pandémie de Covid-19 a exposé les fondements fragiles sur lesquels la gouvernance avait été bâtie dans la plupart des pays d'Afrique de l'ouest ainsi que les vulnérabilités structurelles socio-économiques de la sous-région à l'égard des chocs. Dans l'optique de garder la mainmise sur le régime politique, les gouvernements ont procédé au resserrement des marges de manœuvre politique et civique de manière à remettre en question les principes de la gouvernance démocratique. Dans ce que certains ont qualifié de « coups d'État civils », les présidents au pouvoir dans de nombreux pays ont fait tout en leur pouvoir pour démanteler, désorganiser, démobiliser voire exiler l'opposition tout en consolidant le pouvoir exécutif au détriment de l'équilibre de pouvoir. La marge de manœuvre civique qui jusqu'ici était ouverte se resserre alors même que certaines libertés sont restreintes dans de nombreux cas au nom des politiques de gestion de la pandémie de Covid-19. L'on observe également une certaine détérioration de l'intégrité du processus électoral.

## **Le Retour du régime militaire.**

L'aggravation des conditions socio-économiques, politiques et sécuritaires observée dans divers pays d'Afrique de l'ouest a mis à rude épreuve la résilience de la gouvernance civile et l'engagement de la population à surmonter les problèmes relevant de la sphère de compétences de l'ordre constitutionnel en place. Le mécontentement engendré par l'aliénation des masses populaires s'est répandu dans les rues et s'est traduit par de violentes confrontations entre les gouvernements au pouvoir et les fractions des activistes exigeant des changements. À mesure que les manifestations de rue se sont répandues et devenaient persistantes, les éléments des services de sécurité ont succombé à la tentation de prendre l'affaire en main et ont organisé des coups d'État marquant ainsi le retour des militaires au pouvoir. Le Mali et la Guinée ont été victimes de tels coups d'État en 2020 et 2021; en janvier 2022, les militaires burkinabés ont renversé le Président nouvellement élu. Le gouvernement élu de la Guinée Bissau a déjoué une tentative de coup d'État en janvier 2022. Il existe une préoccupation légitime que l'Afrique de l'ouest semble faire un chemin retour vers la vieille époque des coups d'État militaires.

Lorsque le coup d'État militaire était survenu au Mali en 2020, la CEDEAO s'y était fermement opposée et avait exigé un calendrier pour la restauration rapide du gouvernement élu. Il s'agissait d'un complément à la position initiale d'après laquelle le gouvernement de transition à mettre en place devrait être dirigé par un civil et non par un militaire en service. Cependant, la position ferme adoptée par la Communauté économique régionale de l'Afrique de l'ouest ne s'était pas avérée suffisamment dissuasive pour de potentiels putschistes d'autant plus que les militaires allaient par la suite renverser les civils au pouvoir en Guinée et au Burkina Faso. Il est tout aussi surprenant de constater que dans ces pays où des coups d'État ont été organisés avec succès, on n'a pas assisté à la résistance massive aux actes anticonstitutionnels/extraconstitutionnels perpétrés par les militaires. Cela étant, du moins à l'aune des faits, des fractions de la population semblent avoir accueilli favorablement le retour des militaires. Étant donné qu'on ne saurait exclure certains effets de démonstration découlant des coups d'État réussis, il va sans dire qu'un nouveau spectre du régime militaire hante l'Afrique de l'ouest.

## **Démocratie remise en question?**

Les évolutions récentes survenues dans la zone de la CEDEAO ont fortement mis en évidence, et ce avec urgence, de nombreuses questions, concernant le processus de démocratisation non pas de l'Afrique de l'ouest, mais de l'Afrique, lesquelles questions alimentent les débats depuis quelques temps maintenant, mais n'ont jamais été considérablement abordées de manière ouverte. Lesdites questions sont axées sur le problème fondamental de ce que l'on reprocherait non pas à l'idée ou à l'idéal de démocratie, mais au modèle adopté, dont l'opérationnalisation et la maîtrise en vue des changements progressifs auxquels les citoyens aspirent se sont avérées contraignantes. C'est cette préoccupation fondamentale qui sert de motif au dialogue de haut niveau organisé à l'effet de rassembler un groupe d'intervenants en provenance de l'Afrique de l'ouest afin qu'ils puissent trouver des solutions au défi qui non seulement alimente la régression politique dans la sous-région, mais qui pourrait constituer une menace pour la viabilité de la Communauté économique régionale de la CEDEAO.

## **2 Objectif du Dialogue de haut niveau**

Dans le contexte de la préoccupation fondamentale qui a motivé la convocation du dialogue, les questions spécifiques qui seront abordées par les participants en sessions plénières sont:

- Démocratie en Afrique de l'ouest: Crises liées au modèle et/crises liées à la pratique
- De la forme et du rituel à la substance et à l'exécution de la gouvernance en Afrique de l'ouest
- Défis liés au séquençage et à l'interfaçage de la gouvernance en Afrique de l'ouest: Démocratie, développement et sécurité
- Quels Messages clés pour la CEDEAO en termes de promotion de la gouvernance démocratique en Afrique de l'ouest?

## **3 Dates, format et participants attendus**

Le Dialogue de haut niveau se tiendra les 28 et 29 mars 2022 à la Bibliothèque présidentielle Olusegun Obasanjo (OOPL), dans l'État d'Ogun au Nigeria. Il sera ouvert par S.E. Chief Olusegun Obasanjo, ancien Président du Nigeria et Président du Conseil d'administration de la CoDA. Un discours inaugural sera également prononcé par S.E. Professeur Yemi Osinbajo, Vice-Président du Nigeria. Le dialogue de deux jours sera organisé conformément aux règles de Chatham House et rassemblera au total 40 participants constitués de hauts dirigeants politiques, de responsables politiques, d'acteurs de la société civile et d'universitaires dans un effort conjoint de trouver des solutions permettant de réparer le mécontentement occasionné par le processus de démocratisation en Afrique de l'ouest et de rétablir le processus démocratique dans la sous-région. Ces participants de haut vol recevront individuellement et personnellement des invitations de la part de chaque pays d'Afrique de l'ouest.

Pour de plus amples informations, bien vouloir contacter Mme Souad Aden Osman, Directrice exécutive auprès du Secrétariat de la CoDA (Email: [Aden-Osmans@africa-union.org](mailto:Aden-Osmans@africa-union.org)) ou visiter [www.codafrica.org](http://www.codafrica.org)